

Le 9 avril, les agents de la DGFIP se sont mobilisés en nombre dans la grève et les manifestations aux côtés des autres salariés.

Par milliers, ils ont exprimé leur rejet des politiques d'austérité impulsées par l'Union Européenne ; des politiques caractérisées dans notre pays par le pacte de Responsabilité et les lois Macron qui attaquent frontalement les droits des salariés et de leurs familles.

- Ensemble, ils ont condamné ces choix qui laminent le service public, dégradent leurs conditions de vie et de travail au seul avantage des adhérents du Medef, des actionnaires et des affairistes, ceux là même que le gouvernement dorlote au détriment de l'intérêt général.
- Ensemble ils ont porté l'exigence que leur travail soit reconnu comme une richesse et non comme un coût qu'il faut toujours réduire.
- Ensemble, ils ont rejeté la réforme territoriale qui va mettre à mal les services publics sur tout le territoire, et qui va engendrer encore de nouvelles restructurations remettant en cause les droits et garanties des personnels.
- Ensemble, ils ont porté avec détermination une vision du « vivre ensemble » dans lequel la solidarité sociale prime sur l'exclusion, la précarité et la mise en compétition des salariés. A ce titre les agents de la DGFIP, avec la CGT Finances Publiques, ont clairement exprimé leur rejet du nouveau régime indemnitaire que veut mettre en place le gouvernement dans la fonction publique et de la modulation des rémunérations qu'elle induit (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel : RIFSEEP).

La réussite du 9 avril appelle d'autres initiatives qui mobilisent l'ensemble des salariés jusqu'au rapport de forces nécessaire pour contraindre gouvernement et patronat à l'abandon de ces politiques mortifères et à la négociation sur les revendications.

Dans cette lutte incontournable pour qui n'accepte pas la régression sociale généralisée, la CGT Finances Publiques entend tenir toute sa place avec tous les agents de la DGFIP et en convergence d'action avec les autres salariés.

En tant que force de résistance, elle continue à combattre inlassablement et sans ambiguïté toutes les contre réformes que met systématiquement en place la Direction générale sous l'égide de la démarche stratégique et de la revue des missions.

En tant que force de propositions elle va amplifier ses efforts pour construire, avec les agents, les revendications répondant à leurs attentes et autour desquelles ils pourront se rassembler dans l'action. Dans ce cadre, L'augmentation des salaires et pensions, le renforcement des droits et garanties collectives et de la place des services publics, une politique dynamique de créations d'emplois sont les premières conditions d'un changement de cap fixant le progrès social comme objectif.

Ces questions seront au cœur du 3ème congrès de la CGT Finances Publiques qui se tiendra du 18 au 22 mai 2015 à Ramatuelle et dont ses syndiqués débattent actuellement dans les Assemblées générales préparatoires.

Pour la CGT Finances Publiques il faut poursuivre et amplifier la mobilisation sur la base des revendications, dans le cadre interprofessionnel et unitaire le plus large possible.

Après le 9 avril, la journée internationale de lutte des travailleurs du 1er mai 2015 en est

la première occasion.

C'est pourquoi, la CGT Finances publiques appelle tous les agents à participer aux rassemblements et manifestations du 1er mai qui seront organisés dans les villes et les localités.

fichiers:



[Télécharger 150424-tract_1er_2015.pdf](#) (70.39 Ko)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
